

Jalon 7

Chaque milieu de vie dispose d'un **portrait accessible** qui identifie les **opportunités** et les **vulnérabilités** dans la transition

Pourquoi ce jalon ?

- Pour mettre en œuvre des stratégies de transition à l'échelle des territoires, l'accès à des informations pertinentes et tournées vers les besoins futurs de la transition est utile aux collectivités. Par exemple, pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie régionale d'autonomie en accord avec la capacité de support des écosystèmes (jalon 29) ou encore fixer des cibles régionales de protection (jalon 32), dresser un portrait de la santé et de l'intégrité des écosystèmes est une donnée importante. Il en va de même pour la connaissance des vulnérabilités des infrastructures liées aux stress et aléas climatiques (jalon 27) ou sur une connaissance plus fine des besoins de mobilité et des déplacements des personnes (jalon 15). Les portraits permettent non seulement de disposer de données fiables et de mesurer l'efficacité des actions conduites, mais aussi d'avoir une vision d'ensemble des enjeux, de prioriser les actions à mener et d'identifier les leviers d'action disponibles. Ces portraits doivent non seulement rassembler les informations nécessaires à l'action, mais aussi être partagés de façon efficace aux parties prenantes concernées (ex. citoyens, OBNL, entreprises privées).
- Présentement, beaucoup de données écologiques et socio-démographiques sont générées par différents organismes sur les territoires, mais elles sont souvent dispersées. Certains indicateurs clés pour la transition socio-écologique (ex. : inégalités sociales, adaptation aux changements climatiques ou santé des écosystèmes) sont trop peu ou trop inégalement renseignés selon les milieux de vie.
- Les MRC et les municipalités produisent déjà des portraits diagnostiques de leur territoire, notamment dans le cadre des schémas d'aménagement et de développement (SAD) et des plans d'urbanisme. Toutefois, ceux-ci n'ont pas été conçus dans la perspective de la transition socio-écologique et sont lourds à actualiser. Or, cette actualisation des informations (et des indicateurs renseignés) est critique pour que les portraits demeurent de bons outils guidant la prise de décision dans le temps. Cela représente un réel défi, en particulier pour les petites municipalités, où le manque de temps et de fonds peut conduire à un manque d'informations, pourtant critiques pour élaborer des plans d'action collectifs de transition.

Niveau d'avancement



Qui doit être mobilisé ?



Gouvernements locaux et supralocaux



Gouvernements provincial et fédéral



Société civile : groupes communautaires, organisation de développement territorial ou économique, associations environnementales, etc.



Institutions d'éducation et de recherche

Comment pourrait-on s’y rendre?

- **Capitaliser sur les portraits existants des municipalités, MRC, et directions régionales de santé publique, et les orienter vers des informations clés pour la transition socio-écologique.** On peut par exemple s’inspirer des informations recensées dans les Plans de transition écologique comme dans [l’arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve](#) ou le [Plan d’action locale en transition écologique du Sud-Ouest](#).
- **Renforcer la dimension sociale et participative dans les plans d’adaptation :** exemple de la démarche de recherche-action dans la [MRC de Memphrémagog](#).
- **Créer et mettre à jour des plateformes ouvertes et accessibles** qui agrègent et standardisent les données existantes.
 - Portée à l’échelle municipale : exemple des [données ouvertes de la ville de Montréal](#);
 - Portée à l’échelle régionale : [Observatoire du Grand-Montréal](#), [Observatoire du développement de l’Outaouais](#);
 - Portée à l’échelle provinciale : [Observatoire des territoires](#) en France.
- **Développer de nouveaux outils de mesure pour évaluer la capacité de support des écosystèmes locaux,** un préalable au développement de stratégie d’autonomie locale (jalon 29).
- **Accompagner les personnes et les organisations pour savoir comment aller chercher les informations pertinentes pour la transition socio-écologique et comment les utiliser pour l’action.** Par exemple, [l’OVSS](#) de Communagir, le [CIRADD](#) ou le [Living Lab en innovation ouverte de Rivière-du-Loup](#) proposent des services pour outiller et accompagner les territoires.
- **Développer les initiatives de mobilisation des connaissances et les espaces d’échanges entre une diversité de parties prenantes** (jalon 6) avec des organismes facilitateurs afin de permettre aux chercheurs et chercheuses de partager leurs résultats, de bien cerner les besoins d’information et de récolter les savoirs des citoyens et citoyennes, des organismes de terrain (ex. : communautaires) et des acteurs économiques privés. Il serait pertinent que ces espaces permettent de :
 - **Produire un (auto)portrait sélectif**, en sélectionnant un nombre restreint d’indicateurs (10 à 15), adaptés selon le territoire et qui interpellent largement. Des portes d’entrée thématiques comme l’alimentation, la santé et le bien-être ou l’habitation peuvent mobiliser tout en abordant des enjeux clés de la résilience territoriale. La production d’un portrait trop exhaustif risque de retarder la mise en action et d’épuiser la mobilisation.
 - **Recenser des données quantitatives et qualitatives** via des approches créatives et collaboratives : évaluation participative, diagnostic « en marchant », élaboration de récits, utilisation de scénarios prospectifs. Cette recension peut se faire au fil de l’eau.
 - Introduire des approches systémiques qui peuvent qualifier les contributions actuelles et potentielles des milieux aux grands enjeux de la transition. Un exercice de ce type a par exemple été mené pour les territoires ruraux français¹.

Qu’est-ce qui peut faciliter ce changement?

- Soutien financier provincial aux municipalités, MRC et organismes-pivots responsables de rassembler les connaissances, de les mettre à jour, de les partager et d’effectuer la maintenance des systèmes de partage.

- Soutien financier aux initiatives de vulgarisation scientifique et de transfert de connaissances.
- La multiplication d'initiatives portées par la recherche et les groupes citoyens engagés, par exemple :
 - [Borée](#) : identification et mise ensemble de 80 indicateurs déjà documentés sur l'alimentation durable, et répartis dans une vingtaine d'organisations.
 - [Portrait de l'autonomie régionale de FabRégion Bas-Saint-Laurent](#) : ces portraits ont été rendus accessibles sous forme de [vidéos animées](#).
 - Portraits des chantiers de Collectivités ZéN du Front commun pour la transition énergétique (ex. de [Laval](#)).
- Lier adéquatement les initiatives de concertation ascendantes (bottom-up) et les stratégies de planification descendantes (top-down).

Qu'est-ce qui peut freiner sa mise en œuvre?

- Accéder, rassembler et actualiser de multiples données entre organisations est un long travail. Même sans en produire de nouvelles, il est très complexe de tout mettre sur une même plateforme et d'harmoniser les méthodologies entre elles. Partager les méthodologies derrière les diagnostics peut d'ailleurs représenter un frein.
- Identifier les personnes pivots et/ou les responsables de la production et de l'actualisation de ces portraits n'est pas toujours simple.
- Utiliser le partage de données suppose de bâtir en amont des relations de confiance. Or, la culture de la concurrence entre territoires (pour le développement économique) et entre organisations privées peut empêcher la mise en commun d'informations stratégiques.

Qu'est-ce qu'il reste à éclaircir?

- Comment développer des portraits et autoportraits utiles à l'action sans donner le sentiment que les recherches académiques de plus long terme sont inutiles?
- Comment arrimer les temporalités de la production de connaissance traditionnelle et celle de l'action citoyenne et institutionnelle?
- Où héberger ces portraits et ces données, et quelle maintenance est nécessaire?

Sources et Références

1. [Acadie, Magali Talandier \(2023\). Étude sur la diversité des ruralités « Typologies et trajectoires des territoires ». Agence nationale de la cohésion des territoires](#)